

La grande histoire d'amour entre Suisses et Tchécoslovaques

Par [Andrea Tognina](#)

21. AOÛT 2018 - 08:28



Soldats de l'Armée rouge sur la place Saint Venceslas à Prague. L'ambassadeur de Suisse Samuel Campiche a obtenu cette photo et les photos suivantes «d'un ami tchécoslovaque» et les a envoyées au Ministère des Affaires étrangères à Berne.

(Dodis.ch)

Il y a 50 ans, les troupes du Pacte de Varsovie occupent la Tchécoslovaquie, mettant fin au «Printemps de Prague». En Suisse, des milliers de personnes descendent dans la rue pour manifester leur solidarité avec une expérience démocratique tuée dans l'œuf. Le pays deviendra une des destinations principales pour les réfugiés tchécoslovaques.

«Avons été pris sous feu soviétique. Tirs ont été dirigés contre bâtiment ambassade. Vous prie signaler urgence Moscou...». C'est ainsi que Samuel Campiche, ambassadeur suisse à Prague, s'adresse au Département politique fédéral (Affaires étrangères) à Berne, dans un télégramme envoyé à 11h30 ce 21 août 1968. Quelques heures plus tôt, l'ambassadeur a été réveillé par le bruit des avions en vol. Dans la nuit, un demi-million de soldats du Pacte de Varsovie ont passé la frontière tchécoslovaque.

Samuel Campiche était arrivé à Prague en avril 1967. Dès le début, il avait suivi avec intérêt les réformes mises en chantier par le nouveau chef du parti communiste tchécoslovaque Alexandre Dubček. «L'évolution de ces derniers mois fut à la fois dynamique et riche en surprises», écrit-il une année après son arrivée dans le pays. «On sortit soudainement de cette sorte d'obscurité moyenâgeuse propre au communisme orthodoxe pour déboucher dans un monde de bon sens et, dans une certaine mesure, de franchise».

Dans l'œil du cyclone

Mais quand l'ambassadeur se penche à la fenêtre de sa résidence en cette matinée du 21 août 1968, des dizaines de blindés occupent déjà les points névralgiques de la capitale. La question que tout le monde se pose, et lui le premier, depuis le début du Printemps de Prague - à savoir est ce que l'URSS va recourir à la violence pour mettre fin à cette expérience de «socialisme à visage humain»? - vient de trouver une réponse sans équivoque.

Le Palais Schwarzenberg, siège de l'ambassade suisse, n'est qu'à deux pas du Château de Prague, résidence du président de la République. Samuel Campiche se trouve donc dans l'œil du cyclone, et avec lui un groupe de touristes suisses qui a trouvé refuge à l'ambassade. Dans le cours de la matinée, la représentation diplomatique suisse essuie aussi des tirs. «Des balles dans tous les coins de ma chambre à coucher», note l'ambassadeur dans son journal.

Que s'est-il passé? Après plusieurs interventions de Berne, Moscou finira par rejeter la faute sur des «provocateurs», niant ainsi sa propre responsabilité, malgré qu'un officiel soviétique ait confirmé à Samuel Campiche que les coups ont été tirés par des soldats de l'armée rouge, en riposte à de présumés tirs provenant du bâtiment de l'ambassade. Incident sans conséquences quoi qu'il en soit.

Le Printemps de Prague

La période nommée «Printemps de Prague» commence avec la nomination d'Alexandre Dubček à la tête du Parti communiste tchécoslovaque, le 5 janvier 1968. Le Premier secrétaire, répondant aux exigences de réformes politiques et économiques que réclame le pays, veut instaurer un «socialisme à visage humain», fidèle au modèle économique communiste, mais accompagné de davantage de liberté politique, de presse et d'expression.

Mais l'Union soviétique ressent ces réformes dans un de ses pays satellites comme une menace. Dans la nuit du 20 au 21 août 1968, l'armée rouge, soutenue par des renforts de trois autres pays du Pacte de Varsovie (Bulgarie, Pologne, Hongrie) entre en Tchécoslovaquie, qui est occupée sans résistance en une journée. Les réformes sont annulées dans les mois suivants. En avril 1969, Dubček est remplacé par Gustáv Husák. L'intervention soviétique amènera des dizaines de milliers de Tchécoslovaques à quitter leur pays.



Chars d'assaut et manifestants au centre de la capitale.

(Dodis.ch)

«Réaction docile»

En général, la réaction des autorités fédérales aux événements de Prague a été «relativement docile», observe l'historien Thomas Bürgisser, membre du groupe de recherche des Documents diplomatiques suisses. Le 21 août déjà, le chancelier de la Confédération lit, au nom du gouvernement, une déclaration dans laquelle il souligne la «sympathie» du peuple suisse pour le désir «sans ambiguïté» des Tchécoslovaques d'obtenir «de plus grandes libertés dans le domaine des droits individuels». En même temps, le gouvernement se fait le porte-parole de la crainte populaire que «dans le monde d'aujourd'hui, l'indépendance et le droit à l'existence des petits pays soient à nouveau menacés».

Dans l'après-midi de la même journée, le président de la Confédération Willy Spühler use d'un ton un peu plus dur lors d'un entretien avec le chargé d'affaires soviétique à Berne Fedor Mikhailov. Ce dernier explique qu'à la suite d'un «complot des forces impérialistes et réactionnaires» et face à une «menace pour la paix en Europe», l'URSS et ses alliés s'étaient vus contraints d'intervenir militairement, à la demande du gouvernement tchécoslovaque. Dans sa réponse, Willy Spühler met en doute la version soviétique d'intervention sur la demande du gouvernement de Prague. «Le chargé d'affaires n'a certainement pas de doutes sur le fait que les sentiments du peuple suisse sont totalement du côté du peuple tchèque», note alors le président de la Confédération.



Manifestation silencieuse à Prague. "Occupants, retournez à la maison", dit la pancarte dans un russe approximatif.

(Dodis.ch)

Manifestations antisoviétiques

Et en effet, des dizaines de milliers de personnes participent à des manifestations contre l'URSS à Berne et à Zurich. De nombreux citoyens envoient des lettres indignées au Conseil fédéral. Des fonctionnaires de l'ambassade soviétique sont molestés et des actes de vandalisme commis contre les bureaux de la compagnie Aeroflot et la Banque commerciale soviétique à Zurich. De nombreuses voix s'élèvent pour demander la rupture de toutes relations diplomatiques et commerciales avec les pays du Pacte de Varsovie.

Mais le Conseil fédéral s'oppose fermement à ces demandes. Plusieurs fois, Willy Spühler invite le Parlement au calme. «La rupture des relations diplomatiques avec l'Union soviétique ne ferait que contribuer à laisser son peuple dans l'isolement»,

affirme le président de la Confédération devant la commission parlementaire des Affaires étrangères. «Ce n'est pas à nous de craindre les contacts, mais à ceux qui répriment la liberté».

«La réaction du gouvernement doit être comprise également dans le contexte de la politique de détente des années soixante, qui caractérise l'approche des pays occidentaux envers ceux du Pacte de Varsovie, observe l'historien Thomas Bürgisser. C'est l'expression d'un processus de normalisation de la politique étrangère de la Suisse, plus ouverte aux tendances globales».



Un char soviétique à Prague.

(Dodis.ch)

«Hospitalité généreuse»

Cette vague de solidarité avec la Tchécoslovaquie, si elle n'a pas de conséquences diplomatiques significatives, va en revanche se traduire par une pratique très généreuse d'accueil des réfugiés. Le 30 août, le Département fédéral de justice et police décide qu'«en principe, l'accueil doit être garanti en Suisse, au moins temporairement, à tout Tchécoslovaque, indépendamment du fait qu'il demande l'asile ou non».

Cette ouverture des frontières conduit à une véritable «prise d'assaut de nos représentations à l'étranger» et à la création de «points de collecte» aux frontières orientales de St. Margrethen et de Buchs, peut-on lire dans une note adressée au président de la Confédération en septembre 1968.

Avec son «hospitalité généreuse», comme le dit Willy Spühler, la Suisse devient le premier pays d'accueil en Europe. A la fin de 1969, les Tchécoslovaques reconnus comme réfugiés politiques y sont déjà plus de 11'000. En tout, ils seront au final entre 13'000 et 14'000. «Sans doute, cette solidarité avec les Tchécoslovaques était aussi dictée par un sentiment anticommuniste», estime Thomas Bürgisser. «De plus, c'étaient des gens généralement très qualifiés, venant d'un petit pays avec lequel les Suisses pouvaient dans une certaine mesure s'identifier et qui, depuis l'arrivée au pouvoir de Dubček, entretenait de bonnes relations diplomatiques avec la Suisse».

Paradoxalement, ce grand mouvement de solidarité avec les réfugiés tchécoslovaques en Suisse se développe en plein débat sur la «surpopulation étrangère», initié par le lancement de la première initiative xénophobe de James Schwarzenbach. «Il est intéressant de voir que ces discussions sur la présence étrangère en Suisse n'ont eu aucune influence sur l'accueil des réfugiés tchécoslovaques», note Thomas Bürgisser.

Reconnaissance

«Nous avons été accueillis avec beaucoup de générosité. Aujourd'hui encore, je suis reconnaissante envers la Suisse. Ma vie aurait été bien différente si je n'avais pas suivi le conseil de ma mère et que je n'avais pas quitté la Tchécoslovaquie pour pouvoir étudier»: Jaromira Kirstein, psychologue, avait 19 ans quand elle est arrivée en Suisse en 1968. Dans son pays, elle fréquentait une école d'art, et ne faisait pas de politique. «Dans les années 60, on avait une certaine liberté en Tchécoslovaquie. On écoutait les Beatles et les Rolling Stones. J'avais une vie de bohème». Mais après le 21 août, sa mère la pousse à partir.

En Suisse, elle est d'abord hébergée par une famille argovienne, qu'elle a connue en Tchécoslovaquie. Puis elle passe une année à Fribourg, pour y faire sa maturité, «une maturité spéciale pour réfugiés tchécoslovaques». Elle va ensuite à l'université à Berne, puis s'installe en 1973 dans la région du Lac de Constance. «Le plus gros problème au début, c'était la langue. Dans mes premières années d'université, j'étais celle qui ne parle pas. J'ai essayé le suisse-allemand, je n'y arrivais pas. Mais les Suisses se sont toujours montrés très patients». En 1983, Jaromira a obtenu la nationalité suisse.

Comme elle, de nombreux jeunes Tchécoslovaques se sont trouvés confrontés à une nouvelle langue, une nouvelle société, une nouvelle culture. Parmi eux, Jaroslav Krupička, joueur de hockey de Brno, arrivé en Suisse en 1969. Son histoire, comme celle de 24 autres de ces réfugiés, est racontée dans «La deuxième vie», une exposition itinérante organisée par l'ambassade suisse à Prague. «J'étais jeune, et prêt à faire n'importe quoi, raconte Krupička sur le catalogue de l'exposition. Quand j'ai obtenu un poste de mécanicien sur autos, j'étais le nouveau, qui ne parlait pas la langue. C'était dur. Mais après, j'ai commencé à jouer au hockey, et presque tous les journaux parlaient de moi [...]. En Tchécoslovaquie, j'aurais été un joueur parmi tant d'autres, mais ici, je suis devenu une star».

(Traduction de l'italien: Marc-André Miserez)

Liens

[Le dossier de Radio Prague en français sur les événements d'août 1968, textes, photos, vidéos](#)

[Le dossier des Documents diplomatiques suisses sur le répression de Printemps de Prague](#)

[Les exilés tchèques en Suisse, sur le site de Radio Prague en français](#)



1968-2018

Quand Prague débarquait en Suisse

Par Keystone (photos), [Andrea Tognina](#) (texte)

Le 21 août 1968, c'est le fin brutale du Printemps de Prague. La population suisse se solidarise avec celle de Tchécoslovaquie.